



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 11/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TANNERIES ROUX

B.P 66

2 avenue Bruno Larat
26100 Romans-Sur-Isère

Référence : 20250808-RAP-DAEN0920
Code AIOT : 0006102695

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2025 dans l'établissement TANNERIES ROUX implanté B.P 66 2 avenue Bruno Larat 26100 Romans-sur-Isère. L'inspection a été annoncée le 25/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été programmée dans le cadre d'une journée de contrôles impliquant différents services du département (agents de la DDT, de l'OFB, de l'ONF, de réserves naturelles, de la gendarmerie et de la DREAL), visant les thématiques eau et nature. Le contrôle concernant la Tannerie Roux s'est de plus inscrit dans le cadre d'une action nationale de suivi des rejets en PFAS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TANNERIES ROUX
- B.P 66 2 avenue Bruno Larat 26100 Romans-sur-Isère
- Code AIOT : 0006102695
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Statut IED : Non IED.

Le site des Tanneries ROUX est autorisé par l'arrêté préfectoral n°2012047-0031 du 16/02/2012 pour l'exploitation d'une tannerie sur la commune de ROMANS. Après l'arrêt de sa rivière fin 2022, l'activité est recentrée sur les étapes en aval (notamment la teinture et la finition).

Les Tanneries ROUX existent depuis plus de 200 ans (créée en 1803). En 2012, la société a été rachetée par le groupe LVMH. Le site emploie environ 110 salariés.

Thèmes de l'inspection :

- action nationale concernant les PFAS,
- suivi de la pollution aux PCB,
- suivi des rejets en chrome,
- suivi des modifications.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
1	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	2 mois
3	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	5. Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	6 mois
6	6. Mesures de suppression / réduction	Code de l'environnement, articles L.110-1 et L.523-6-1	Demande d'action corrective	6 mois
8	8. Suivi de la pollution aux PCB	Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, article 4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	10. Gestion des modifications	Arrêté Préfectoral du 16/02/2012, articles 1.5.1 et 1.5.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) Les justificatifs relatifs à la mise en œuvre des actions correctives sont à transmettre à l'inspection uniquement dans le cas où la demande suivante apparaît dans le tableau « Demande de justificatif à l'exploitant ». Pour les autres demandes d'actions correctives, les justificatifs sont à tenir à la disposition de l'inspection et pourront faire l'objet d'un contrôle ultérieur.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
4	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement, article L. 181-14	Sans objet
7	7. Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
9	9. Suivi des rejets en chrome	Arrêté Préfectoral du 16/02/2012, articles 4.3.9 et 9.2.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a conduit à constater une baisse des rejets en substances PFAS après la mise en œuvre des actions correctives par l'exploitant. Des rejets ont encore été mesurés, mais à de faibles teneurs (sur les 3 dernières campagnes, somme des 20 PFAS de la directive européenne inférieure à 0,013 g/j en flux et à 0,17 µg/l en concentration). Des investigations sont à poursuivre pour l'identification de ces rejets résiduels.

Concernant la pollution résiduelle aux PCB, celle-ci est en baisse, mais les actions de recherche des sources résiduelles et de nettoyage sont à poursuivre, comme l'autosurveillance.

Les rejets en chrome sont redevenus conformes sur plusieurs mois consécutifs (pas de dépassement observé depuis début mars 2025).

2-4) **Fiches de constats**

N° 1 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4			
Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF			
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.			
Constats : L'exploitant a bien transmis sur GIDAF les résultats des 3 premières campagnes d'analyses réalisées dans le cadre de l'arrêté ministériel, entre novembre 2023 et janvier 2024. De nouvelles campagnes ont été réalisées par la suite, entre décembre 2024 et février 2025, afin de suivre l'évolution des PFAS mesurés lors des premières campagnes, ainsi que l'efficacité des actions correctives mises en œuvre. En synthèse, les résultats des 3 dernières campagnes sont les suivants (les autres PFAS analysés sont en dessous des seuils de détection) :			
	Substance	Concentration (µg/L)	Flux massique (g/j)
Rejet 03/12/2024 81 m3	PFBA (5980) [375-22-4]	0,031	0,002
	PFBS (6025) [375-73-5]	0,076	0,006
	PFHxA (5978)	0,009	0,001
	PFOA (5347) [335-67-1]	0,008	0,001
	AOF (8986)	9,400	0,761
	Somme des 20 PFAS	0,125	0,010
Rejet 30/01/2025 68 m3	PFBA (5980) [375-22-4]	0,090	0,006
	PFBS (6025) [375-73-5]	0,060	0,004
	PFOA (5347) [335-67-1]	0,010	0,001
	AOF (8986)	9,600	0,653
	Somme des 20 PFAS	0,166	0,011
Rejet 20/02/2025 108 m3	PFBA (5980) [375-22-4]	0,030	0,003
	PFBS (6025) [375-73-5]	0,069	0,007
	PFHxA (5978)	0,006	0,001
	PFOA (5347) [335-67-1]	0,004	0,000
	AOF (8986)	<4	/
	Somme des 20 PFAS	0,109	0,012
<u>Demande n°1:</u> il convient de transmettre sur GIDAF les résultats des campagnes complémentaires.			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Demande d'action corrective			
Proposition de délais : 2 mois			

N° 2 : 2. Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
Prescription contrôlée : <i>« 4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : (...) »</i> Extrait du tableau : Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS), CAS n°45298-90-6, code Sandre n° 6561, valeur limite de concentration : 25 µg/l. <i>« Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté. »</i>
Constats : Sur les 6 campagnes d'analyses réalisées sur le point de rejet des eaux usées industrielles du site, le résultat de la concentration en PFOS a systématiquement été inférieure au seuil de détection. Il est donc considéré l'absence de PFOS dans les rejets de l'établissement. On peut également souligner la très faible concentration en PFOA (< 0,01 µg/l, dont environ 30 % provenant des eaux du forage selon les résultats des analyses réalisées lors de la campagne intégrant le forage).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : 3. Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : <i>« L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</i> <i>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées. »</i>
Constats : L'exploitant a élaboré une liste des PFAS qu'il a identifié sur ses installations, celle-ci n'a toutefois pas été formellement mise à jour. L'exploitant est par ailleurs invité à lister les PFAS analysés et les motifs associés (liste plus importante que celle minimale fixée par l'arrêté ministériel). <u>Demande n°2 :</u> L'exploitant transmet la mise à jour de la liste des substances PFAS « utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation ». La liste des PFAS analysés est également dressée de manière distincte avec les raisons associées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 181-14

Thème(s) : Actions nationales 2025, Élaboration du plan d'action pour supprimer/réduire

Prescription contrôlée :

« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en oeuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées. »

Constats :

L'exploitant a présenté son plan d'actions relatif à la caractérisation et à la réduction / suppression des PFAS dans ses rejets. Ce plan mis à jour a été transmis après la visite :

Actions	Date	Etat
Organiser les campagnes de mesure sur 3 mois consécutifs	nov.-23	Réalisé
Etablir le listing des PCH contenant des substances fluorées	févr.-24	Réalisé
Réaliser la déclaration des PCH mises en œuvre	févr.-24	Réalisé
Transmettre les résultats des mesures sur rejets via le portail GIDAF	mars-24	Réalisé
Analyse des résultats rejets	avr.-24	Réalisé
Isoler le produit TENYGUARD LE et le faire détruire	juin-24	Réalisé
Demande nouveau devis avec intégration des substances dans les PCH	juil.-24	Réalisé
Analyser eau de forage	déc.-24	Réalisé
Réaliser une nouvelle analyse du rejet usine	févr.-25	Réalisé
Demander aux fournisseurs de produits chimiques d'actualiser leurs déclarations par rapport aux PFAS	nov.-24	Réalisé
Relancer les labo par rapport aux analyses manquantes	juil.-25	Réalisé
Mettre à jour la liste de PFAS à rechercher	juil.-25	Réalisé

Au regard des résultats des dernières campagnes d'analyses, l'exploitant a considéré qu'il n'était pas nécessaire de mettre en place des actions complémentaires.

L'inspection des installations classées a bien noté que les dernières valeurs mesurées étaient faibles : sur les 3 dernières campagnes, la somme des 20 PFAS de la directive européenne est inférieure à 0,013 g/j en flux et à 0,17 µg/l en concentration.

Les substances contenant des PFAS identifiées dans les produits utilisés ont été supprimées.

Les analyses sur les eaux de forage ont montrées que des PFAS étaient présents dans la nappe, à une concentration sur la somme des 20 PFAS de 0,017 µg/l (10 à 15 % des PFAS rejetés).

<p>Au regard des objectifs nationaux d'aller vers la fin des rejets en PFAS, les actions d'identification de l'origine des PFAS encore présents dans les rejets, y compris à faible concentration, doivent se poursuivre (voir points de contrôles suivants).</p> <p>Ce point de contrôle est clôturé sans demande complémentaire, celles-ci étant formulées aux points de contrôles 5 et 6.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : 5. Mesures d'investigation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF</p>
<p>Prescription contrôlée : Arrêté du 2 février 1998 Extrait de l'article 2 : « L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : - prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. »</p>
<p>Constats : L'exploitant a identifié lors de ses investigations 4 produits contenant des PFAS, dont le TENYGUARD qui apparaît dans la synthèse de son plan d'actions (produit qui contenait la proportion la plus importante de PFAS dans sa composition). L'exploitant a précisé qu'il avait finalement procédé au retrait et à l'élimination de l'ensemble des produits identifiés contenant des PFAS. L'exploitant a bien noté que des concentrations en PFAS étaient encore mesurées dans ses effluents (même faibles), mais n'est pas en mesure d'en identifier l'origine. L'exploitant n'explique pas non plus les résultats en AOF, avec une teneur plus significative sur 2 des 3 dernières campagnes. L'exploitant a sollicité l'ensemble de ses fournisseurs et a analysé l'ensemble des FDS des produits détenus et analysés. Des PFAS étant encore présents, il convient de définir et mettre en place des mesures d'investigations complémentaires. <u>Demande n°3:</u> L'exploitant définit et met en place sous 6 mois des mesures d'investigations complémentaires pour déterminer l'origine des PFAS encore présents dans ses rejets en faibles concentrations. Dans ce cadre l'exploitant s'assurera qu'il a bien analysé les produits utilisés en dehors du process (maintenance, exploitation de la step, nettoyage, etc.). Des analyses complémentaires pourront également être réalisées pour expliquer les teneurs résiduelles et la concentration en AOF (méthode Top Assay, paramètres connexes F-, COT).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : 6. Mesures de suppression / réduction

Référence réglementaire : Code de l'environnement, articles L. 110-1 et L.523-6-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction / suppression des rejets
Prescription contrôlée : Extrait de l'article L. 110-1 : <i>« 1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable. »</i> Article L. 523-6-1 : <i>« La France se dote d'une trajectoire nationale de réduction progressive des rejets aqueux de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées des installations industrielles, de manière à tendre vers la fin de ces rejets dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la loi n° 2025-188 du 27 février 2025 visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées.</i> <i>Cette trajectoire, la liste des substances concernées ainsi que les modalités de mise en œuvre du présent article sont précisées par décret. »</i>
Constats : Les actions de suppression et de réduction des rejets de PFAS dans les effluents industriels de la société ont été abordées aux points de contrôles précédents. En fonction des résultats des investigations complémentaires à réaliser (point de contrôle n°5), des actions complémentaires de suppression et de réduction pourront être identifiées et mis en place, afin de tendre vers la fin des rejets en PFAS. Un décret d'application viendra préciser les dispositions qui seront imposées dans le cadre de la mise en œuvre de la trajectoire nationale de réduction progressive des rejets de ces substances dans les effluents aqueux des installations industrielles afin de tendre vers la fin de ces rejets dans un délai de cinq ans. <u>Demande n°4 :</u> En fonction des résultats des investigations complémentaires réalisées en réponse à la demande n°3, l'exploitant détermine des actions complémentaires de réduction / suppression de ses rejets en substances PFAS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : 7. Mesures de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
Prescription contrôlée : Arrêté du 2 février 1998, extrait de l'article 2 : <i>« L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : - respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; - gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ; »</i>

Constats :

Au regard de ce qui précède, l'inspection des installations classées considère qu'il n'y a pas lieu pour l'exploitant de mettre en œuvre une action de surveillance régulière de ses rejets en substances PFAS.

Des campagnes de mesures ponctuelles pourront s'avérer nécessaires dans le cadre des investigations complémentaires à mener et le cas échéant pour contrôler le résultat d'actions correctives supplémentaires qui seraient mis en œuvre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : 8. Suivi de la pollution aux PCB

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Point sur les actions correctives et l'autosurveillance

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral du 27 juin 2024

Article 4 : Bilan périodique des résultats de l'autosurveillance

« L'exploitant réalise un bilan périodique synthétique des résultats de l'autosurveillance menée sur les PCB. Ce bilan fait l'objet d'une transmission à l'inspection des installations classées tous les 2 mois.

Ce bilan comporte en tant que de besoin une mise à jour du programme d'actions correctives visant à supprimer la pollution résiduelle aux PCB.

L'exploitant peut solliciter un aménagement des conditions d'autosurveillance fixées à l'article 3 sur la base de ce bilan et de justificatifs associés. »

Constats :

L'exploitant a présenté la mise à jour de son plan d'actions relatif à la suppression de la pollution résiduelle en PCB encore présente sur ses installations (source initiale de la pollution identifiée et éliminée).

L'exploitant a également présenté les résultats de ses analyses encore réalisées à une fréquence hebdomadaire.

Les concentrations sont globalement en baisse, mais des « sauts » de concentration sont encore relevés. Les résultats sont globalement inférieurs à 1 µg/l depuis le début de l'année 2025 (2 valeurs supérieures), un seuil de 0,3 µg/l ayant été fixé pour une fréquence de surveillance allégée (mensuelle). Sur la période, une concentration inférieure à 0,3 µg/l est globalement observée sur la moitié des analyses et de manière plus courante sur les derniers mois.

L'exploitant explique certains pics de concentration par des actions de nettoyage en amont de la step ayant pu engendrer un afflux de PCB dans les rejets.

Considérant la persistance de rejets en PCB, l'inspection considère que l'exploitant doit définir et mettre en œuvre des actions complémentaires afin d'identifier les sources résiduelles de pollution et les éliminer.

Demande n°5 : En application des dispositions prévues par les articles 2 et 4 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2024, l'exploitant définit et met en œuvre des actions complémentaires afin d'identifier les sources résiduelles de pollution aux PCB et les éliminer.

Dans ce cadre, des analyses complémentaires sont réalisées en tant que de besoin sur des points de rejets internes au site.

L'exploitant a indiqué qu'il souhaitait solliciter un aménagement de la surveillance prescrite sur les rejets en PCB. L'inspection des installations classées n'a pas d'objection à ce que les conditions de surveillance fassent l'objet d'une évolution dans les conditions définies par l'article 4 de l'arrêté du 27 juin 2024.

L'aménagement peut porter sur la fréquence d'analyse mais aussi sur les PCB analysés. L'exploitant réalise des analyses sur 29 PCB (13 étant listés comme obligatoires dans l'arrêté du 27 juin). Sur les 29 PCB analysés, les 2/3 sont régulièrement voire systématiquement absents des rejets (concentrations inférieures au seuil de détection de 0,005 µg/l)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : 9. Suivi des rejets en chrome

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2012, article 4.3.9 et 9.2.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets en chrome et respect des VLE

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral du 16 février 2012

« L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le réseau des eaux usées de la ville de Romans, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définis.

Référence du rejet vers le milieu récepteur :

N °1 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)

(...) »

Cf. le tableau de l'arrêté préfectoral : pour le chrome, la concentration moyenne journalière est limitée à 1,5 mg/l et le flux maximal journalier est limité à 0,5 kg/j.

Article 9.2.2.4 Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

« Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Eaux résiduaires après épuration issues du rejet vers le milieu récepteur (réseau eaux usées de la ville vers la STEP):

Rejet principal n°1 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3)

(...) »

Cf. le tableau de l'arrêté préfectoral : fréquence de surveillance interne journalière et fréquence semestrielle pour la mesure par un laboratoire externe (recalage).

Constats :

L'exploitant a présenté le résultat de ses dernières actions de réduction de ses rejets en chrome.

Au-delà des mesures techniques, l'exploitant a fait évoluer le poste de conducteur de la STEP et a mis en place une nouvelle procédure prévoyant, sur la base de la surveillance réalisée en interne sur les concentrations en chrome, une reprise des rejets non conformes pour un traitement complémentaire ultérieur.

L'inspection a également pu constater l'amélioration sensible de la qualité des rejets sur ce paramètre à partir des déclarations réalisées sur GIDAF.

La pérennité de l'amélioration constatée est à valider sur une période plus longue et un niveau de production plus important (faible niveau de production depuis le début de l'année).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : 10. Gestion des modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2012, article 1.5.1 et 1.5.2

Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour des études de référence – Evolution des installations

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral du 16 février 2012

Article 1.5.1 Porter à connaissance

« Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. »

Article 1.5.2 Mise à jour des études d'impact et de dangers

« Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant. »

Constats :

Modification des activités et des installations autorisées

En juillet 2023, en réponse à une non-conformité relevée lors d'une précédente visite, un dossier de porter à connaissance a été transmis à l'inspection, comportant essentiellement un inventaire des installations exploitées.

Le dossier réalise en effet un inventaire du parc machines en place dans les principaux ateliers. Les équipements sont listés par localisation et fonctionnalité, sans forcément de précision sur les capacités de production, ni identification des impacts et nuisances associées.

Ce dossier ne fait pas référence aux éléments du dernier dossier d'autorisation, ni aux références des machines mentionnées dans l'arrêté préfectoral pour ce qui concerne les rejets atmosphériques du site par exemple.

Les conséquences de la mise à l'arrêt de la rivière fin 2022 ne sont pas présentées. Cette mise à l'arrêt ne correspond pas à un arrêt définitif dans la mesure où une activité de tannage existe encore au régime de la déclaration, plutôt en activité de recherche et développement. Seul le changement au niveau de la rubrique 2350 avait été présenté en mars 2023 (ci-après).

L'exploitant n'a pas procédé à la mise à jour régulière de l'étude d'impact et de l'étude de dangers du site, contrairement aux dispositions prévues par son arrêté préfectoral.

La mise à jour de ces documents de référence est nécessaire pour juger de l'état du site et de la nature des modifications successives apportées aux installations, afin de servir de référence sur l'évolution des impacts et nuisances liés au fonctionnement des installations, ainsi que des dangers potentiels.

Certains éléments de l'arrêté préfectoral sont devenus caduques, sans information préalable de l'exploitant sur l'origine des modifications apportées.

Sur le plan environnemental, l'arrêt de la rivière représente une réduction des impacts liés au fonctionnement global des installations. Différentes modifications ont également été réalisées ces dernières années dans le cadre d'actions de modernisation et de mise en conformité des installations.

L'inspection des installations classées n'a donc pas d'inquiétude notable sur le niveau actuel des nuisances et des dangers. Le référentiel documentaire du site nécessite néanmoins une mise à jour pour le suivi des installations et leur encadrement réglementaire.

Non-conformité n°1 : L'exploitant n'a pas procédé à l'actualisation de l'étude d'impact et de l'étude de dangers à l'occasion de chaque modification notable apportées aux installations, contrairement aux dispositions prévues par l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2012.

Demande associée : L'exploitant transmet sous 6 mois une mise à jour de l'étude d'impact et de l'étude de dangers du site. La partie descriptive des installations est également mise à jour dans ce cadre (descriptions et caractéristiques des installations, plans, etc.). Il conviendra également de procéder à cette occasion, à une analyse de l'arrêté préfectoral afin d'identifier les éventuelles prescriptions devant faire l'objet d'une mise à jour du fait de l'évolution des installations.

Au regard des dernières évolutions réglementaires, il convient d'avoir en référence le contenu d'une étude d'incidence plutôt que celui d'une évaluation environnementale. L'inspection des installations classées recommande vivement l'exploitant de faire appel à l'assistance d'un bureau d'étude spécialisé pour la constitution de ce dossier, au regard des attendus et des insuffisances relevées dans les derniers dossiers de porter à connaissance élaborés en interne.

L'exploitant justifie sous 3 mois du lancement de cette étude. En cas difficulté rencontrée pour le respect de l'échéance de 6 mois, il en informe préalablement l'inspection.

Lors de la visite, la question de l'actualisation des émissaires du site devant faire l'objet d'une surveillance a été posée. La liste de ces émissaires est notablement caduque, du fait de la suppression de nombreuses installations, une partie ayant été remplacée par de nouvelles installations.

Dans ce contexte, il est proposé une mise à jour des articles 3.2.2 et 3.2.3 de l'arrêté préfectoral, sans attendre la réception de l'actualisation de l'étude d'impact. Ces articles listent les conduits et installations raccordées, ainsi que les conditions générales de rejet.

Ces articles pourront faire l'objet d'une nouvelle mise à jour en tant que de besoin après réception de l'étude d'impact.

Au regard des modifications importantes listées ci-après, une nouvelle numérotation des conduits du site est retenue. Le premier tableau correspond à la numérotation de l'arrêté actuel, le second à l'arrêté modifié.

N° de conduit	Nom / installation associée	État actuel de l'installation
Conduit n°1	Ponçage corroyage	Machine déplacée, nouvelle numérotation n°3
Conduit n°2	Chaudière / chaufferie	Pas de modification.
Conduit n°3	Sèche (ligne) noir	Installation supprimée
Conduit n°4	Sèche (ligne) noir	Installation supprimée
Conduit n°5	Sèche (ligne) blanc	Pas de modification, simple renumérotation n°6
Conduit n°6	Sèche (ligne) Gemata S	Installation supprimée
Conduit n°7	Sèche (ligne) Gemata S	Installation supprimée
Conduit n°8	Sèche (ligne) Gemata S	Installation supprimée
Conduit n°9	Sèche (ligne) Gemata 21	Installation supprimée
Conduit n°10	Sèche (ligne) Gemata 21	Installation supprimée
Conduit n°11	Sèche (ligne) Gemata 21	Installation supprimée
Conduit n°12	Sèche (ligne) Gemata 21	Installation supprimée
Conduit n°13	Sèche (ligne) Kella	Installation supprimée
Conduit n°14	Sèche (ligne) kella	Installation supprimée
Conduit n°15	Sèche (ligne) Astier	Installation supprimée
Conduit n°16	Pistolet noir	Installation supprimée
Conduit n°17	Pistolet blanc	Pas de modification, simple renumérotation n°5
Conduit n°18	Pistolet Gemata S	Machine conservée mais déplacée
Conduit n°19	Pistolet Gemata 21	Installation supprimée
Conduit n°20	Pistolet Astier	Installation supprimée
Conduit n°21	Roller (ligne) Gemata 18	Machine ne disposant pas d'un conduit de rejet. Point à vérifier lors de l'actualisation de l'étude d'impact.
Conduit n°22	Roller (ligne) kella	Installation supprimée
Conduit n°23	Roller (ligne) Baggio 024	Installation supprimée
Conduit n°24	Machine à enduire Mille points 3P2100	Machine conservée mais déplacée

Nouvelle liste de conduits reprise dans le projet d'arrêté préfectoral :

N° de Conduit	Installations raccordées	Puissance Ou débit	Combustible	Substances rejetées	Localisation / nouvelle état
1	Tunnel de séchage		Sans	Poussières	Finissage 1 nouvelle installation
2	Chaufferie	4,2 MW	Gaz naturel	Poussières, SO ₂ , NOX en équivalent NO ₂	Chaufferie Installation existante
3	Ponçage corroyage	60 kW	Sans	Poussières	Finissage 1
4	Aspiration dérayage		Sans	Poussières	Wet-blue / rivière
5	Cabine pistolet blanc		Sans	COV	Finissage 2

6	Sèche ligne blanc	225 kW	Gaz naturel	Poussières, SO2, COV NOX en équivalent NO2	Finissage 2
7	Cabine pistolet Erretre 1		Sans	COV	Finissage 2 nouvelle installation
8	Cabine pistolet Erretre 2		Sans	COV	Finissage 2 nouvelle installation
9	Sèche Erretre 1	225 kW	Gaz naturel	Poussières, SO2, COV NOX en équivalent NO2	Finissage 2 nouvelle installation
10	Sèche Erretre 2	225 kW	Gaz naturel	Poussières, SO2, COV NOX en équivalent NO2	Finissage 2 nouvelle installation
11	Cabine pistolet Barnini 1		Sans	COV	Finissage 2 nouvelle installation
12	Cabine pistolet Barnini 2		Sans	COV	Finissage 2 nouvelle installation
13	Sèche Barnini 1	225 kW	Gaz naturel	Poussières, SO2, COV NOX en équivalent NO2	Finissage 2 nouvelle installation
14	Sèche Barnini 2	225 kW	Gaz naturel	Poussières, SO2, COV NOX en équivalent NO2	Finissage 2 nouvelle installation
15	Machine à enduire Mille points 3P2100		Sans	COV	Finissage 2 Machine déplacée

La puissance des machines « Sèche » sera à confirmer dans le cadre du contradictoire.

Certains débits et vitesse d'éjection des nouvelles installations seront également à préciser dans le cadre du contradictoire.

Machines à enduction non équipées d'un conduit de rejet :

* Roller Gemata au finissage 2, fonctionne avec les lignes « sèche Erretre 1 » ou « sèche Barnini 1 ».

* Roller Topstar au finissage 2, fonctionne avec les lignes « sèche Erretre 1 » ou « sèche Barnini 1 ».

Classement des installations

En mars 2023, en réponse à une non-conformité relevée lors d'une précédente visite, il a été transmis à l'inspection un document comportant les éléments nécessaires à la mise à jour du classement des installations, notamment pour ce qui concerne les rubriques « 4000 » relatives au classement des substances et mélanges dangereux.

Les éléments ont été analysés à l'occasion de la visite d'inspection du 17 mars 2023 avec une proposition de mise à jour du classement dans le rapport d'inspection daté du 18 avril 2023.

Le reclassement a été acté par courrier préfectoral du 19 avril 2023, dans l'attente d'une mise à jour du classement par arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.

La prise d'un arrêté étant proposé pour la mise à jour des articles 3.2.2 et 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2012, la mise à jour de l'article 1.2.1 est également proposé à cette occasion.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois